



Un déconfinement à haut risque

La décision gouvernementale d'ouvrir la période de déconfinement à la date du 11 mai répond plus à des impératifs économiques sous pression patronale, qu'au souci de préserver la santé de tous et particulièrement celle des retraités et personnes âgées. La plus grande vigilance s'impose.

La réouverture des écoles montre bien quel est l'objectif prioritaire : il s'agit de permettre à leurs parents de retourner au travail alors que les plus petits sont les moins aptes à observer les gestes barrières. Le risque comme cela s'est passé dans une école de la Vienne, c'est la contamination des élèves, des enseignants, des parents et des grands-parents.

Avoir le souci de faire redémarrer l'économie est une chose, le faire en faisant prendre des risques inconsidérés aux salariés et à ceux qui les entourent est irresponsable. Le déconfinement aurait dû être envisagé dans les meilleures conditions de sécurité sanitaire. Le manque d'anticipation de la part du gouvernement, évident au départ de la pandémie, se vérifie dans ce déconfinement hasardeux. Pour éviter un rebond prévisible de l'épidémie, il aurait fallu que l'ensemble de la population soit dotée de masques suffisants, pour se protéger solidairement. Il est clair que le déconfinement va multiplier les risques pour les personnes vulnérables, les retraités et les personnes âgées en particulier.

Les masques doivent être disponibles et gratuits

Là encore, ce qui a été privilégié, c'est la possibilité pour les grandes surfaces de vendre des masques, à des prix parfois inaccessibles pour des foyers modestes. Le « scandale des masques » a révélé que des sociétés avaient stocké des masques alors que les personnels soignants en première ligne contre le virus en étaient dépourvus. La surmortalité des soignants constatée aujourd'hui met en lumière la responsabilité d'un gouvernement qui a refusé de réquisitionner, comme l'ont demandé la CGT et les élus de l'opposition, les entreprises capables de produire des masques. Le déconfinement se fera également dans un contexte de pénurie.

C'est la même politique qui se poursuit

À l'Assemblée, les élus de la majorité présidentielle ont voté la prolongation de l'état d'urgence sanitaire qui permet au patronat de justifier les dérogations au droit du travail, ils ont rejeté la gratuité des masques, ils ont rejeté un amendement qui visait à protéger les ménages les plus fragiles du racket des frais bancaires. Des hôpitaux sont à nouveau soumis à des mesures de réduction de dépenses...

Et qui se poursuivra...

Personne ne doit se faire d'illusions : Emmanuel Macron, quoi qu'il ait dit, n'a d'autre préoccupation que celle de sauver le système qui l'a porté au pouvoir et aujourd'hui sévèrement décrédibilisé. Même si la pandémie a montré que les personnels soignants, les travailleurs des entreprises et des services publics ont infiniment plus de valeur que les courtiers ou les

spéculateurs financiers, il nous faudra empêcher que la pandémie soit utilisée pour instaurer une régression générale. Pour le plus grand profit des défenseurs du système, des gouvernements ultralibéraux, des fonds spéculatifs, des multinationales et des géants du numérique.

Ne les laissons pas faire !

Le système économique dominé par une logique financière de court terme a montré sa nocivité et son incapacité à assurer la production des ressources sanitaires minimales. Les politiques qui l'ont servi se sont révélées dramatiques pour notre système de santé et vont coûter très cher à l'économie du pays. Les personnes âgées, une fois de plus, ont été désignées pour payer le prix, jusqu'au sacrifice, de la pandémie.

Ils devront rendre des comptes et il nous faut promouvoir l'avènement de politiques qui combattent résolument l'injustice sociale, les inégalités en allant chercher l'argent là où il s'est accumulé sans scrupules, dans les paradis fiscaux, « l'optimisation fiscale », les dividendes, les exonérations de cotisations fiscales, les fortunes indécentes.

Partout, établissons des revendications et manifestons les exigences d'un grand service public de la Santé, la participation représentants syndicaux et des salariés à la politique des entreprises, la revalorisation des pensions, l'augmentation du pouvoir d'achat pour relancer l'économie.

Les retraités et les personnes âgées ne pourront bénéficier du déconfinement qu'à condition d'être protégés durablement. Formulons ces conditions et mobilisons largement pour les obtenir. Les retraités CGT ont à cœur de jouer pleinement leur rôle de défenseurs des 17 millions de retraités. Mais ils ont besoin de toutes les bonnes volontés, ils ont besoin de renforcer leurs organisations. Ce renforcement est indispensable si nous voulons ensemble inventer et agir pour l'avènement de jours heureux, comme nos anciens l'ont fait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

**Le déconfinement est un soulagement, la Libération est à conquérir.
Signez la pétition des retraités CGT « Les retraités des citoyens à part
entière » sur le site www.ucr.cgt.fr**

POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS

• Mon pouvoir d'achat • Ma retraite • Ma santé • Mes besoins quotidiens

➤ J'adhère à la CGT

Nom ➤ Prénom ➤

Adresse ➤

Code postal ➤ Ville ➤

Branche professionnelle d'origine ➤

Mail ➤ Tél. ➤

Bulletin à retourner à l'UCR-CGT - 263, rue de Paris - 93515 Montreuil cedex ou à remettre à un(e) militant(e) Cgt de votre connaissance

Informatique et liberté : En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toutes informations vous concernant. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre